

Table des matières

1	Une crise avec de nouvelles particularités	2
1.1	Un choc pétrolier	2
1.2	Une nouvelle forme de crise	2
1.3	Un ralentissement de la croissance	3
2	La sortie de crise	3
2.1	L'échec des politiques de relance keynésiennes	3
2.2	Le retour de l'analyse libérale	4
2.3	Des politiques libérales dans les pays développés	5

I Une crise avec de nouvelles particularités

I.1 Un choc pétrolier

Sous l'influence du cartel des grandes firmes pétrolières américaines et britanniques (British Petroleum, Shell, etc) formé en 1928, le pétrole remplace le charbon comme énergie principale pendant les Trente Glorieuses. Ce cartel a la main-mise sur les trois quarts des gisements de pétrole mondiaux, et maintient le prix du pétrole à un niveau inférieur à 2\$ le baril. Ce faible prix est compensé par les avantages que confère le monopole d'exploitation à ce cartel. Le cartel met en place la règle du 50-50 dans le partage des profits avec les pays producteurs (la Libye, l'Arabie Saoudite, etc). Cependant, face à des termes de l'échange dégradés (prix des exportations/prix des importations), les pays producteurs se coordonnent au sein de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) en 1960. En effet, le maintien d'un prix bas du pétrole ne permet pas à ces pays d'obtenir assez de ressources pour compenser le coût de leurs importations. Les accords de Téhéran en 1971 font passer la règle du 50-50 à 55-50 en faveur des pays producteurs. Cependant, avec la guerre du Kippour, les pays de l'OPEP démissionnent de ces accords. Les deux chocs pétroliers (en 1973 et en 1979) conduisent respectivement à une multiplication des prix du pétrole par quatre (le baril est à 12\$ en décembre 1973) et par deux (en 1979-1980).

À la suite du premier choc pétrolier, la facture pétrolière de la France passe brutalement de 1.5% à 4.5% du PIB (ce qui représente donc un prélèvement considérable, équivalent à 3% de la richesse créée chaque année). Si pour certains économistes, le choc pétrolier n'est pas le déclencheur de la crise des années 1970, il n'en reste un facteur important, couplé au désordre monétaire international causé par la fin du système de Bretton Woods (en 1971), et l'augmentation des taux d'intérêts de la FED en 1979.

I.2 Une nouvelle forme de crise

Par rapport à la Grande Dépression de 1929, la crise économique provoque de l'inflation accompagnée d'un chômage important (stagflation). De plus, le creux de la dépression est atteint en 1975 avec une diminution de 0,5% du PIB, mais le maximum de 1974 est retrouvé de 1976 : la reprise est relativement rapide. Enfin, le taux d'investissement reste relativement élevé : il est de 25% du PIB en 1974 et de 21% en 1979. Le second choc pétrolier n'a quant à lui provoqué qu'un ralentissement de la croissance.

Les gains de productivité ralentissent, mais sont supérieurs à la croissance de la production, ce qui cause du chômage dans l'industrie. C'est à partir de 1973 que le secteur industriel entame son déclin dans les économies avancées : très forte diminution de la production industrielle (+1% par an de 1974 à 1991 en France), et destructions massives d'emplois (plus d'un million et demi d'emplois industriels disparaissent en France, soit près de 30% des effectifs employés).

1.3 Un ralentissement de la croissance

L'économie mondiale a davantage connu une période de croissance ralentie, interrompue par des courtes périodes de récession. Comment expliquer l'absence de crise économique véritable après le choc pétrolier de 1973 ?

- A court terme, en France, l'augmentation des salaires pour faire face à la crise (3% de croissance des salaires sur la décennie 1970) alors même que la situation de la production et que la facture pétrolière ne le justifiait plus. A long terme, cette augmentation a pénalisé les entreprises jusqu'à la politique de rigueur salariale de 1983.

- Une croissance du commercial mondial supérieur au taux de croissance de la production, contrairement à la crise de 1929 qui avait conduit à une contraction du commerce mondial.

- Les dépenses publiques jouent un rôle contracyclique en France : l'investissement public remplace l'investissement privé dans les années 1970 pour soutenir l'activité économique, et l'impact de la progression du chômage est amorti par les dépenses sociales (assurance-chômage, remboursement des soins médicaux).

- Une meilleure connaissance des phénomènes économiques permet de prendre de meilleures décisions plus rapidement, avec le rôle d'institutions statistiques nationales (INSEE en France, NBER aux États-Unis) et internationales (FMI, Banque Mondiale, OCDE).

2 La sortie de crise

2.1 L'échec des politiques de relance keynésiennes

Dans la logique keynésienne, il y a un épuisement de la demande de biens durables à mesure que les taux d'équipements se sont stabilisés, d'où une crise du modèle fordiste. La demande s'est également affaiblie avec la fin de la reconstruction, la baisse de la fécondité, et de fortes inégalités de revenus qui bloquent la consommation des ménages. Pour autant, la présence de la stagflation remet en cause l'analyse keynésienne où la dépression s'accompagnait d'une forte baisse des prix et d'une hausse du chômage. Dans les économies où la demande extérieure a un poids croissant, les politiques de relance détériorent la situation extérieure car la hausse de consommation accroît les importations et améliore la compétitivité des entreprises étrangères.

La crise de 1929 avait mis en avant l'importance d'une politique économique contracyclique en temps de crise, dont le rôle est de soutenir l'activité par des taux d'intérêts faibles, et une hausse des dépenses budgétaires quitte à creuser le déficit budgétaire. C'est dans cet esprit que sont prises les premières mesures pour relancer l'activité économique dans les années 1970 et au début des années 1980.

En Allemagne, dès 1974, H. Schmidt s'engage dans une action budgétaire contracyclique (politique de relance) qui s'accroît fortement le déficit des finances publiques. Cette politique est un échec et le PIB recule de 3,4%. D'où un plan d'assainissement dès septembre 1975 vi-

sant à réduire le déficit budgétaire. En 1978, il y a échec de la tentative de relance coordonnée de la demande par l'Allemagne et le Japon, qui n'aurait stimulé que l'inflation. H. Schmidt affirme alors : « les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain ».

En France, la relance Mauroy de 1981 (augmentation du pouvoir d'achat des ménages se fait par la hausse du SMIC, et des transferts sociaux, nationalisations d'entreprises industrielles, réduction de la durée légale du temps de travail, emploi public stimulé). Cette relance mène à une forte poussée des déficits budgétaires, à un déficit de compétitivité des entreprises françaises. Une politique de rigueur salariale est mise en œuvre à partir de 1983. Cette politique de rigueur comprime la demande de 2% du PIB (augmentation des impôts, réduction des prestations sociales et dépenses budgétaires) et s'accompagne d'une réduction de la masse monétaire.

Le choc pétrolier de 1973 s'est révélé être un choc d'offre. Les salaires, sous l'influence des syndicats, ont continué d'augmenter alors que la situation ne le permettait plus, et ont rogné les profits des entreprises, qui ont dû augmenter leurs prix pour consommer la baisse des marges.

Pour les théoriciens du déséquilibre (E. Malinvaud, ****Réexamen de la théorie du chômage****, 1980), les solutions keynésiennes prévalent en cas de choc de demande (les salariés ne peuvent plus suivre la production de biens par la consommation) qu'en cas de choc d'offre (baisse de la profitabilité des entreprises). Les remèdes keynésiens n'étaient pas adaptés à la situation. Les politiques keynésiennes fonctionnent lorsqu'il y a des capacités de production inemployées par les entreprises. Or, dans le cas de la crise de 1973, les entreprises souffrent davantage du manque de profits qui pèsent sur les investissements.

2.2 Le retour de l'analyse libérale

L'analyse libérale insiste sur les blocages introduits dans les mécanismes économiques par l'action de l'État. Selon les économistes libéraux, les appareils de production ont perdu leur flexibilité à la suite du développement des politiques interventionnistes. D'une part, l'école du Public Choice (Buchanan, Tullock, *The calculus of consent*, 1962) critique la légitimité de l'État dans la mesure où les représentants étatiques défendent davantage leur intérêt que celui de la société, ce qui conduit à accroître inutilement les dépenses publiques. De plus, cet interventionnisme excessif empêche les mécanismes de marché comme la concurrence de s'exercer librement. D'autre part, pour la nouvelle macroéconomie classique (Lucas, Barro), la politique monétaire n'est pas efficace pour relancer l'activité économique : elle ne génère que de l'inflation. Il faut surtout lutter contre l'inflation pour les économistes libéraux de sorte à ce que les agents puissent effectuer sans biais leurs anticipations dans l'avenir. Enfin, la courbe de Laffer (1984) met en avant l'idée qu'un niveau excessif d'imposition au sein d'un pays décourage l'investissement.

Pour P. Dubois (****La rupture de 1974****, 1980), la crise économique des années 1970 n'est pas tant due à un manque d'investissement ou de la consommation qu'à une incapacité de la

politique économique à lutter contre la dynamique stagflationniste. Pour cet auteur, l'inflation diminue le salaire réel ce qui incite les agents à épargner davantage pour compenser (effet d'encaisse réel à la Pigou), ce qui réduit la demande et donc les débouchés des entreprises, qui face à la perte de profits recourent à l'augmentation des prix. Ainsi, l'inflation engendrée par une croissance lente encourage la propension à l'épargne et décourage la propension à investir ce qui maintient la récession.

2.3 Des politiques libérales dans les pays développés

Il y a des caractéristiques communes aux politiques conduites par les pays pendant les années 1980.

La lutte contre l'inflation devient la priorité. La politique monétaire augmente le taux d'intérêt directeur pour réduire le crédit, et donc la création monétaire, ce qui permet de limiter l'inflation. C'est la logique de Volcker, directeur de la FED, en 1979. Cette politique américaine a forcé la plupart des autres pays à s'aligner dessus, afin d'éviter une trop forte fuite de capitaux, attirés par des taux d'intérêts plus élevés, vers les États-Unis. La politique monétaire cherche avant tout à stabiliser la masse monétaire.

Élu en 1979, le président R. Reagan combine cette politique monétariste issue de la pensée de M. Friedman avec une politique de l'offre visant à restaurer les capacités de production des entreprises en diminuant l'impôt sur les sociétés, et sur les hauts revenus en espérant inciter l'activité économique. Le bilan de cette politique : le dynamisme américain reprend à la fin des années 1980, avec une inflation modérée et une baisse des intérêts sur la dette publique. Cependant, le déficit public est passé de 44 milliards en 1978 à 262 milliards en 1991, du fait des fortes réductions d'impôts.

Cette lutte contre l'inflation est accompagnée d'une modération salariale afin de rétablir le profit des entreprises. En Grande-Bretagne, la ligne de conduite de Margaret Thatcher dans les années 1980 est de diminuer fortement le pouvoir des syndicats.

La déréglementation et les privatisations cherchent à étendre les mécanismes de marché (comme la concurrence) dans des secteurs qui auparavant étaient protégés (services de réseaux, marchés financiers).

Enfin, les baisses d'impôts, en particulier pour les entreprises, cherchent à inciter l'activité économique, qui serait découragée par des niveaux d'impositions trop élevés (Laffer, 1984).

Ces politiques, si elles pouvaient être en partie nécessaires au vu du choc d'offre, ont toutefois conduit à fort creusement des inégalités (T. Piketty, *Le capital au XXIe siècle*, 2013).

Notons le cas particulier du Japon. Ce pays est totalement dépendant de l'énergie : entre 1973 et 1974, l'augmentation de la facture énergétique suite au premier choc pétrolier atteint 3,4% de son PIB. Pour autant, le pays connaît un second miracle économique grâce à un ajustement rapide, une stratégie spécialisation sur les marchés porteurs (informatique, fibre optique, biotechnologies) et un fort recours à la division internationale du travail au sein de

l'Asie. Comme le dit C. Sautter (Les dents du géant, 1987) : « Ils accompagnent les marchés quand ils se développent, ils les enfoncent lorsqu'ils entrent en crise ».

Pour certains auteurs (comme Bourlès et Lorenzi), la crise des années 1970 est la conséquence logique d'un épuisement du progrès technique. Pour l'École de la Régulation, c'est l'épuisement de la société salariale fordiste fondée sur l'augmentation de la productivité et les hausses de salaires dans un contexte de profitabilité des entreprises qui arrive à bout de souffle.

